



Banque Centrale des Comores

- VUE D'ENSEMBLE
- L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET
LES PRIX AUX COMORES
- LE SECTEUR EXTERIEUR
- LE SECTEUR MONETAIRE
- PERSPECTIVES POUR 2019

Année 2018



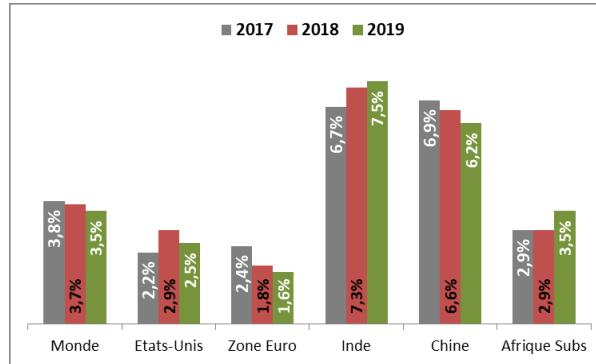
Note de Conjoncture

1 – Vue d'ensemble

Selon le FMI, l'économie mondiale poursuit son expansion en 2018, mais la croissance de certains pays a été inférieure aux prévisions. L'analyse

conjoncturelle au niveau mondial indique une perte de vitesse au quatrième trimestre. En effet, en dehors des États-Unis, la production industrielle a ralenti, en particulier celle des biens d'équipement. La croissance du commerce mondial s'est ralentie pour s'établir bien en deçà des moyennes de 2017. Les pays émergents et les

pays en développement ont été mis à l'épreuve par des conditions extérieures difficiles au cours des derniers mois de l'année 2018, dans un contexte de tensions commerciales, de hausse des taux d'intérêt américains, d'appréciation du dollar, de sorties de capitaux et de volatilité des cours du pétrole. C'est dans ce contexte que le FMI table sur une croissance de l'économie mondiale de l'ordre de 3,7% en 2018, soit 0,1 point de pourcentage de moins que 2017.



II. Evolution de l'activité économique interne

2.1. Croissance

Aux Comores, l'activité économique poursuit son redressement enclenché depuis 2016 grâce à l'amélioration significative de l'offre énergétique et la hausse des investissements publics notamment dans les infrastructures de base.

En effet, la croissance économique devrait atteindre 3,8% en 2018, après 3,5% en 2017, 2,6% en 2016 et 1% en 2015, la moyenne africaine étant de 2,7% en 2017 après 1,4% en 2016 selon le FMI.

Au niveau de l'offre, cette croissance serait fortement tirée par les activités du secteur tertiaire et secondaire qui enregistraient des taux de croissance respectives de 4% et 6,5%.

Du côté de la demande, on noterait une accélération de la consommation finale nationale et une consolidation de l'investissement. En effet, la consommation finale nationale a été le principal moteur de la croissance en 2018. Sa contribution à la croissance s'est établie à 3,7%, en forte accélération par rapport à 2017. Cette performance est attribuable aussi bien à une amélioration de la consommation finale des ménages avec une contribution de 3,3%, qu'à celle des administrations publiques avec une contribution de 0,6%. On note par ailleurs une relance de la demande intérieure avec une reprise des activités des PME et TPE locales (hausse des importations des biens de 11,5% par rapport à 2017, une demande extérieure

plus dynamique qu'en 2017 (hausse des exportations de 4,6% par rapport à 2017) et une consolidation du crédit à l'économie de près de 1% par rapport à 2017 (80,2 milliards

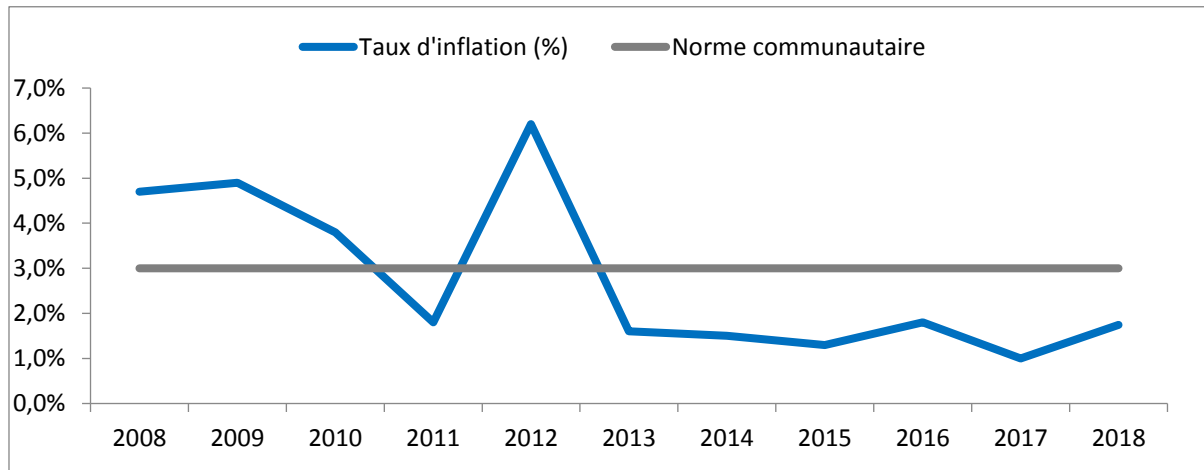
FC en 2018 contre 79,5 milliards FC en 2017). L'évolution de la formation brute de capitale fixe se consoliderait à 6,1% en 2018.

2.3. Inflation

Au niveau des prix, l'évolution a été contenue une nouvelle fois sous la norme communautaire de 3% (Zone franc), avec un taux d'inflation moyen de 1,7% contre 0,1% en 2017 et 1,8% en 2016. Cette évolution résulte principalement d'un certain nombre de mesures internes prises par les autorités, portant notamment sur la baisse des prix de certains biens et services inclus dans le panier de consommation des ménages à partir du 3^{ème} trimestre 2016. De même, l'arrivée du nouvel opérateur de téléphonie mobile a

entraîné une concurrence et une baisse significative des prix des services de télécommunication. La hausse enregistrée en 2018 est consécutive à une variation à la hausse des prix des biens alimentaires mais aussi de la rubrique « loyers, eau et électricité ». En 2018, cette tendance à la hausse du taux d'inflation est à mettre en liaison également avec un cours de change défavorable de l'Euro et du Franc comorien par rapport au Dollar US, et un impact négatif de la hausse de cours du pétrole sur les coûts du fret.

Figure 1 : Evolution de l'inflation en pourcentage



Sources : INSEED, estimations BCC

IV. Secteur extérieur

Les échanges commerciaux devraient croître de 10,4% pour s'établir à 118,5 milliards FC en 2018 contre 107,3 milliards FC une année auparavant. Cette évolution est imputable à

la hausse simultanée des importations et des exportations de biens. En effet, les exportations de biens devraient s'établir à 17,5 milliards FC en 2018 contre 16,7 milliards

FC l'année précédente. Les importations FOB pour leur part augmenteraient de 11,5% pour se situer à 100,9 milliards FC après 90,6 milliards FC sur en 2017.

Pour sa part, le déficit commercial devrait se creuser de 13% pour s'établir à 83,5 milliards FC en 2018 contre 73,8 milliards FC en 2017 et 70,1 milliards FC deux années auparavant

Tableau 1: Evolution des indicateurs en millions FC sauf indication

Libellés	2015	2016	2017	2018	2018/2017
Exportations FOB	7 112	11 380	16 749	17 515	4,6%
Importations FOB	69 222	81 442	90 592	100 988	11,5%
Échanges commerciaux	76 334	92 822	107 341	118 503	10,4%
Balance commerciale	-62 110	-70 062	-73 844	-83 473	13,0%
Taux de couverture (%)	10,27	13,97	18,49	17,34	-6,2%

Source : BCC

Exportations par type de biens

Dominées par les produits de rente, les exportations de ces biens devraient s'établir à 14,3 milliards FC en 2018 contre 14,8 milliards FC en 2017. Ce léger repli serait la

conséquence de la contraction des exportations de vanille (-41,5%) et de girofle (-15,5%), toutefois atténuée par la forte hausse des exportations d'ylang-ylang.

Tableau 2 : Exportations en millions FC

Libellés	Quantité en tonne			Valeur en millions FC		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Vanille	20	24	11	2 009	3 609	2 112
Girofle	4 181	3 863	4 292	8 442	9 442	7 962
Ylang-Ylang	26	48	43	479	1 776	4 211
Autres produits	4 364	3 284	3 911	2 254	1 921	3 230
TOTAL	8 591	7 218	8 256	13 202	16 749	17 515

Source : BCC, DGD

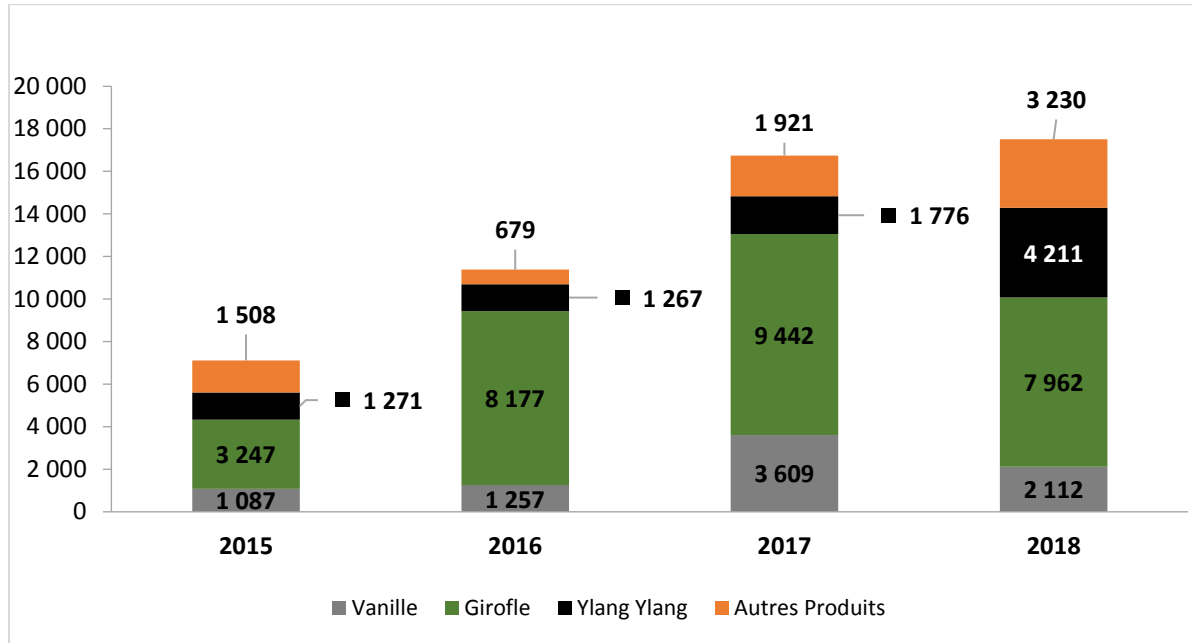
La vanille enregistrerait une baisse de ses recettes d'exportations pour s'établir à 2,1 milliards FC à fin 2018 contre 3,6 milliards FC à fin 2017. Cette situation serait principalement liée à un effet volume, qui s'est traduit par l'expédition de 11 tonnes de vanille en 2018 seulement après 24 tonnes en 2017. Les exportations de girofle seraient également en baisse pour se situer à 7,9 milliards FC en 2018 contre 9,4 milliards FC en 2017, en dépit de la hausse des quantités de

girofle exportées (3863 tonnes en 2017 à 4292 tonnes en 2018).

Les recettes d'exportations d'ylang-ylang en revanche seraient en hausse entre 2017 et 2018, passant de 1,8 milliard FC en fin 2017 à 4,2 milliards FC une année après.

Les autres produits (constitués principalement des produits usés pour recyclage) devraient rapporter 3,2 milliards de recettes d'exportation en 2018 contre 1,9 milliards FC en 2017.

Figure 2 : Evolution des exportations en millions de Francs comoriens



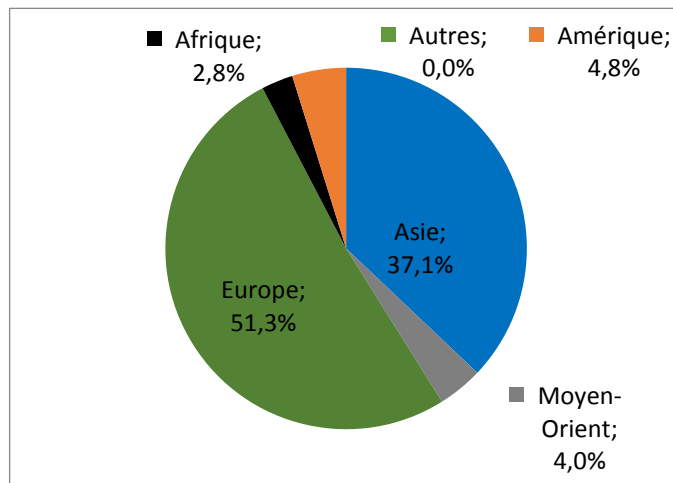
Sources : DGD, BCC

Par zone géographique, le marché européen demeure le premier client des Comores au détriment du marché asiatique en 2018. En effet, au terme de cette année, le marché européen a capté plus de la moitié des exportations comoriennes (+51,3%). Les produits vendus dans ce marché, sont constitués principalement des produits de rente et dans une proportion faible des biens d'équipement. Les exportations sur le marché européen sont dominées par la France qui à elle seule capterait près de 71,3% des ventes sur ce marché.

Le marché asiatique est toujours en deuxième position et a capté 37,1% des exportations comoriennes en 2018. Sur ce marché, l'Inde devient le principal partenaire des Comores

en achetant près de 87,4% des produits comoriens vendus en Asie (principalement composés du girofle et dans une moindre mesure des produits alimentaires).

Le Moyen-Orient, arrive en troisième position en achetant aux Comores du girofle qui représente près de 4% des exportations totales. Le marché africain se retrouve en cinquième



position en captant seulement 2,8% des exportations comoriennes. Dans ce marché, le COMESA reste la principale destination des produits comoriens (70,7% du total des exportations à destination du marché africain). Madagascar absorbe à lui seul 56,5% des exportations à destination de l'Afrique.

Importation par type de biens

Les importations CAF devraient enregistrer une hausse de 11,5% par rapport à 2017 pour s'établir à 118,8 milliards FC en 2018 contre 106,6 milliards FC une année auparavant. Cette évolution serait imputable à la hausse

des importations de tous les types de produits à l'exception des produits alimentaires qui enregistreraient un repli au niveau de leurs importations.

Tableau 3 : Evolution des importations en millions FC

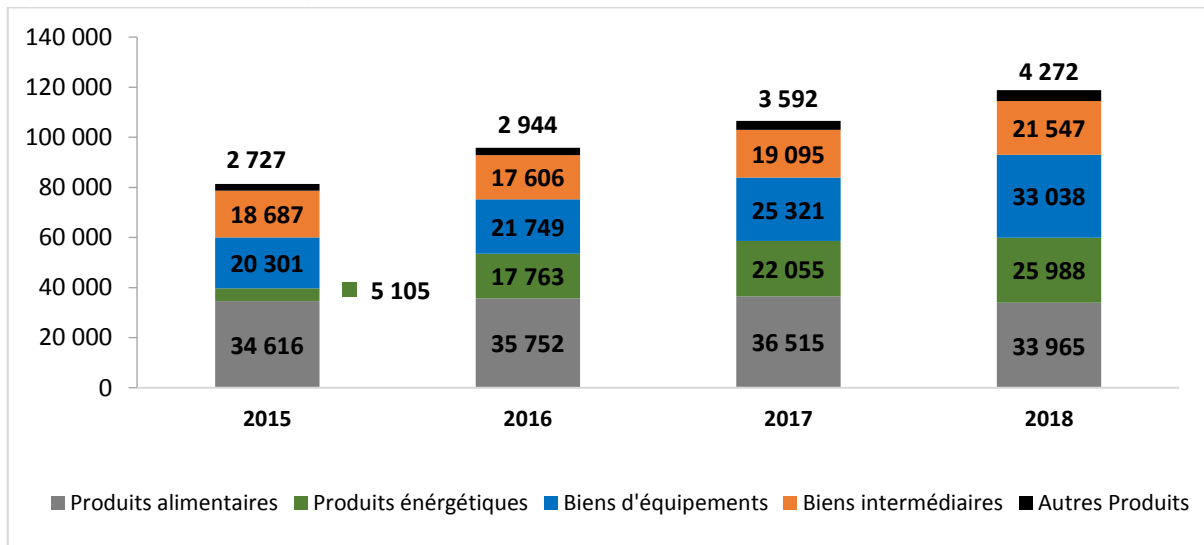
Produits	2015	2016	2017	2018	Variation par
Produits alimentaires	34 616	35 752	36 515	33 965	-7,0%
Produits énergétiques	5 105	17 763	22 055	25 988	17,8%
Biens d'équipements	20 301	21 749	25 321	33 038	30,5%
Biens intermédiaires	18 687	17 606	19 095	21 547	12,8%
Autres Produits	2 727	2 944	3 592	4 272	18,9%
Total	81 437	95 814	106 579	118 809	11,5%

Source : BCC

En effet, la facture d'importation des produits énergétiques atteindrait 25,9 milliards FC en 2018 contre 22,1 milliards FC une année auparavant, en liaison avec la forte hausse des importations des produits pétroliers et des biens combustibles. L'importation des biens d'équipement seraient également en hausse pour s'établir à 33,0 milliards FC en 2018 contre 25,3 milliards FC en 2017.

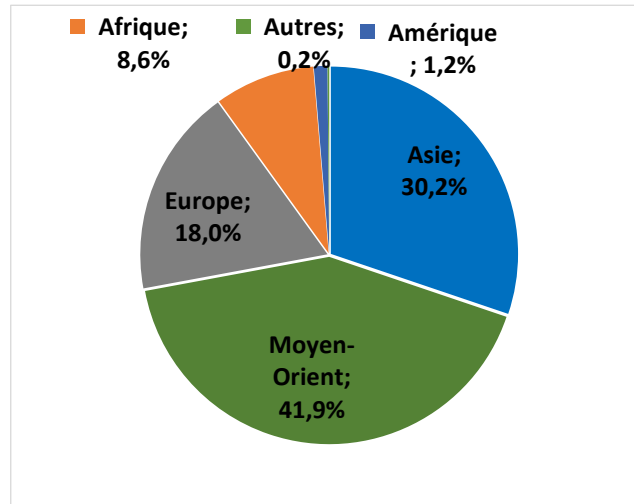
En revanche, les importations des produits alimentaires seraient en baisse de 7% par rapport à 2017 pour s'établir à 33,9 milliards FC contre 36,5 milliards FC en 2017. Cette évolution serait imputable à la baisse des importations de riz (-13,0%), de la farine (-14,8%) et du sucre (-20,6%).

Figure 3 : Evolution des importations en millions de Francs comoriens



Sources : DGD, SCH, BCC

Par zone géographique, le Moyen-Orient devient le premier fournisseur des Comores en 2018, grâce à leurs approvisionnements en produits pétroliers. Il a fourni près de 41,9% du total des importations constituées principalement des produits pétroliers... Dans ce marché, les Emirats, détiennent près de 98,5% des parts du marché, et constitue le principal fournisseur des Comores.



Le marché asiatique devrait occuper la deuxième position en fournissant 30,2% des achats extérieurs comoriens en 2018. La Chine est le principal fournisseur du pays dans le marché asiatique avec une part de 26,1%

du total des importations en provenance de cette zone.

Le marché européen est en troisième position et fournit 18% des importations comoriens, principalement constituées de produits alimentaires, intermédiaires et des biens d'équipement.

Au niveau des pays de la sous-région, les importations en provenance des pays de l'Afrique devraient se situer à 10 milliards FC représentant 8,9% des importations totales de 2018. Dans ce marché, le COMESA fournit 50,9% des importations de la région Afrique, avec une dominance de Madagascar et de Maurice qui constituent les principaux fournisseurs des Comores en Afrique.

Tableau 4 : Evolution des importations en millions FC

Libellés	Quantités en tonne			Valeurs en millions FC		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Riz	100 242	59 499	52 540	15 039	13 036	11 343
Viande, Poisson	13 287	24 593	27 507	6 950	11 563	12 031
Farine	13 820	11 153	9 782	3 031	2 389	2 173
Sucre	9 378	10 213	9 624	2 214	2 574	2 043
Produits laitiers	4 693	6 343	4 552	2 383	2 968	2 416
Autres produits alimentaires	10 303	15 140	16 782	2 574	3 985	3 960
Produits pharmaceutiques	328	391	463	935	1 265	1 788
Tissus, confection	1 417	3 390	3 317	636	2 043	2 186
Produits pétroliers	60 054	97 839	100 593	18 767	21 199	24 696
Ciment	131 376	163 109	175 053	5 275	6 506	7 740
Véhicules et pièces	6 501	12 295	13 573	8 523	16 717	25 138
Fer, Fonte, Acier	13 702	31 225	35 617	4 095	7 029	6 256
Autres produits	50 127	24 345	23 423	27 123	15 305	17 039
TOTAL	415 228	459 534	472 827	97 546	106 579	118 809

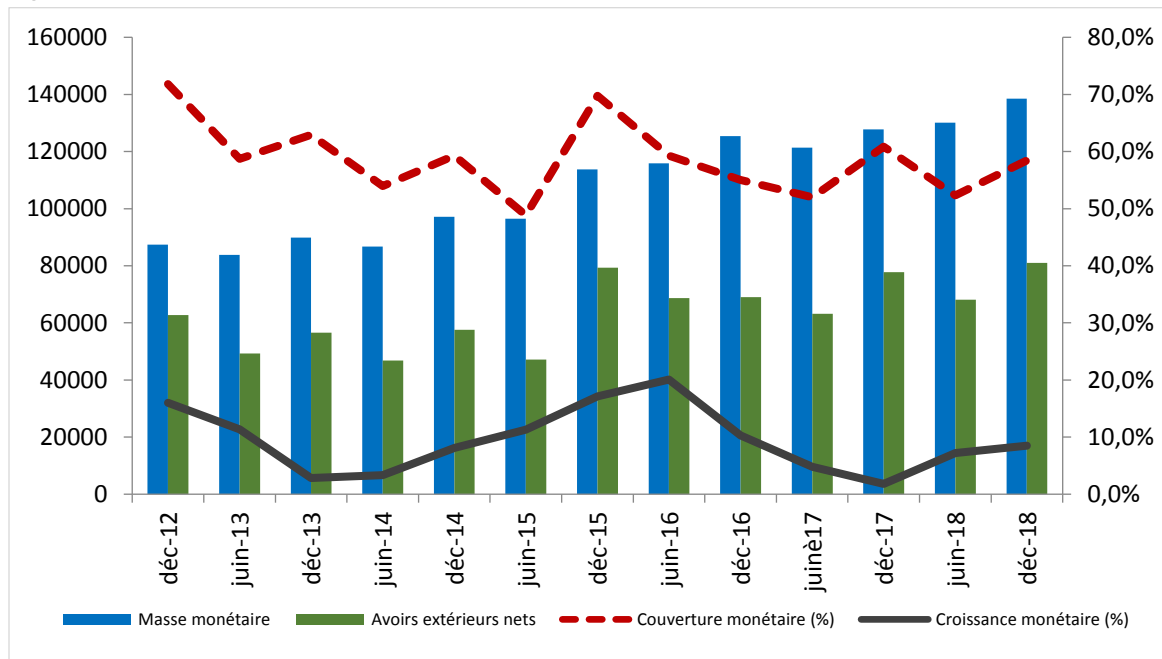
Source : BCC

V. Evolution de la situation monétaire

De la même manière qu'au premier semestre, la masse monétaire a enregistré une augmentation de 8,5% à la fin de l'année 2018, due à la hausse des avoirs extérieurs nets (+4,2%) et celle du crédit intérieur (+5%). En revanche le taux de couverture de la

masse monétaire par les avoirs extérieurs nets a cette fois-ci régressé passant de 60,9% à fin décembre 2017 à 58,5% fin décembre 2018. Néanmoins, ces avoirs permettent de couvrir 9,5 mois d'importations de biens et services en 2018 contre 8,2 mois en 2017.

Figure 4 : Evolution de la masse monétaire en millions de Francs comoriens



Source : BCC

5.1. Les composantes de la masse monétaire

L'agrégat « M1- Moyens de paiements » s'est élevé à 92,8 milliards FC à fin décembre 2018 en hausse de 8% par rapport à l'année précédente, en liaison avec la progression de ses composantes. En effet, la circulation fiduciaire a enregistré une hausse de 9,1% passant de 32,9 milliards FC fin 2017 à 35,9 milliards FC fin 2018 expliquée en grande partie par le faible développement des autres

moyens de paiement, dématérialisés notamment. De même les Dépôts à vue ont connu une augmentation de 7,3% s'établissant à 56,9 milliards FC à fin 2018 contre 53 milliards FC un an auparavant. Cette hausse est observée au niveau des dépôts à vue effectués dans les Banques et Etablissements Financiers, ceux réalisés à la Banque Centrale ont diminué.

Tableau 5 : Evolution des composantes de la masse monétaire en millions de Francs comoriens

Rubriques	Encours					Variation (%)	
	déc-17	mars-18	juin-18	sept-18	déc-18	déc-17	juin-18
M1/ Moyens de paiements	85 934	85 019	85 643	91 260	92 781	7,97	8,33
Circulation Fiduciaire hors BEF	32 904	30 873	32 688	35 666	35 904	9,12	9,84
Dépôts à vue	53 031	54 145	52 954	55 594	56 877	7,25	7,41
BCC	3 045	3 769	2 205	1 511	2 565	-15,74	16,37
BEF	49 986	50 376	50 750	54 083	54 311	8,65	7,02
M2-M1 / Epargne Liquide	41 776	42 783	44 507	45 087	45 747	9,51	2,79
M2 / Masse Monétaire	127 710	127 802	130 150	136 347	138 528	8,47	6,44

Source : BCC

L'agrégat « M2-M1, Epargne liquide » a enregistré une augmentation de 9,5% portant le niveau des comptes sur livret et dépôts à terme à 45,7 milliards FC à fin 2018 après 41,8 milliards FC à fin 2017.

5.2. Les contreparties de la masse monétaire

Les avoirs extérieurs nets ont progressé au cours de l'année 2018, surtout durant le second semestre, en s'établissant à 81 milliards FC en décembre contre 77,7 milliards FC un an plutôt, soit un accroissement de 4,2%. Cette évolution de la position extérieure nette est imputable à la situation des Banques et Etablissements

Financiers qui ont à la fois enregistré une hausse de leurs actifs extérieurs (+6,6%) et une baisse de leurs engagements extérieurs (-46,8%). La position extérieure nette de la Banque Centrale est restée quasiment stable dès lors que la baisse de ses actifs extérieurs (-1,4%) a été compensée par une baisse de ses engagements (-10%).

Tableau 6 : Evolution des contreparties de la masse monétaire en millions FC

Rubriques	Encours					Variation (%)	
	déc-17	mars-18	juin-18	sept-18	déc-18	déc-17	juin-18
Avoirs extérieurs nets	77 716	73 592	68 087	79 117	80 970	4,19	18,92
BCC	76 198	73 656	65 446	72 970	76 038	- 0,21	16,19
BEF	1 518	-64	2 641	6 146	4 932	224,87	86,71
CREDIT INTERIEUR	85 472	88 631	95 419	90 479	89 711	4,96	- 5,98
Crédit à l'Etat	5 946	7 308	10 857	9 671	9 535	60,37	- 12,17
Crédits à l'économie	79 526	81 323	84 562	80 807	80 175	0,82	- 5,19
Autres postes nets	- 35 478	- 34 421	- 33 357	- 33 249	- 32 152	- 9,38	- 3,61
Masse monétaire	127 710	127 802	130 150	136 347	138 528	8,47	6,44

Source : BCC

Le crédit intérieur a lui aussi enregistré une augmentation, passant de 85,5 milliards FC à fin décembre 2017 à 89,7 milliards FC à fin décembre 2018 soit une hausse de 5% due à

l'amélioration des créances nettes sur l'Administration Centrale. En effet, la forte diminution des dépôts de l'Administration Centrale (-43%) a produit une forte

augmentation des créances nettes à l'Etat malgré la baisse des créances brutes (- 9,7%) qui lui ont été accordées. Concernant le crédit à l'économie, il s'est consolidé par rapport à l'année précédente. En termes d'échéances, l'encours des crédits à court terme a légèrement augmenté passant de 34,1 milliards FC en décembre 2017 à 34,6

milliards FC en décembre 2018 soit (+1,4%). En revanche le crédit à moyen terme a diminué de 2,2 milliards FC soit une baisse de 10% durant la même période. Enfin le crédit à long terme s'est amélioré s'établissant à 4,6 milliards FC en décembre 2018 après 4,1 milliards FC en décembre 2017 soit (+10,6%).

Tableau 7 : Evolution des crédits par échéance en millions de Francs comoriens

Crédits par échéance	Encours					Variation (%)	
	déc-17	mars-18	juin-18	sept-18	déc-18	déc-17	juin-18
Crédit à court terme	34 091	35 277	34 899	34 473	34 555	1,36	- 0,99
Crédit à moyen terme	22 244	22 051	24 543	20 392	19 999	- 10,93	- 18,52
Crédit à long terme	4 146	4 171	4 109	4 362	4 588	10,66	11,63

Source : BCC

VII. Perspectives 2019

L'année 2019 devrait, selon les premières tendances sectorielles issues de l'enquête de conjoncture de la BCC, être une année de consolidation de l'activité économique nationale, évoluant dans un contexte mondial favorable quoiqu'incertain. La croissance sera expliquée par un vaste programme d'investissements publics notamment dans le domaine touristique avec la pose de la première pierre pour la reconstruction du grand complexe hôtelier Galawa dans le nord de la Grande Comore, la construction de la route reliant la capitale au sud de l'île de Ngazidja ainsi que la reconstruction de l'hôpital El-Maarouf.

S'agissant des finances publiques, l'élaboration de la loi de finances pour l'année 2019 s'est déroulée dans un contexte économique globalement favorable,

marquée par l'accroissement du rythme de croissance économique et l'amélioration continue des principaux indicateurs budgétaires.

La mobilisation des recettes serait en hausse de 24,9% par rapport aux réalisations de 2018, pour s'établir à 108,5 milliards FC contre 86,9 milliards FC. Cette évolution serait en liaison avec l'accroissement simultanée des recettes intérieures de 11,1% (dont +8,3% des recettes fiscales et +21% des recettes non fiscales) et des concours extérieurs de près de 52,8%. Les dépenses totales pour leur part devraient s'inscrire en hausse de 9,7% pour se situer à 111,6 milliards FC par rapport à 2018, en liaison avec la hausse des dépenses en capital (+38,4%), les dépenses courantes seraient en baisse de 19,1%.

Au niveau des comptes extérieurs, le commerce extérieur devrait enregistrer un repli de sa contribution à la croissance de 2018, en liaison avec le dynamisme prévu de la demande intérieure qui résulterait d'une part du programme d'investissements publics et privés et d'autre part d'une hausse de la consommation privée. En effet, les importations connaîtraient une hausse sensible. Leur dynamisme enregistré en 2018, tiré par les importations de produits alimentaires et des biens intermédiaires devrait être consolidé en 2019. Parallèlement, les exportations devraient enregistrer une légère croissance en liaison avec la hausse des exportations des produits de rente et des recettes touristiques. Néanmoins, le dynamisme des exportations ne pourrait pas atténuer l'effet de la hausse des importations. Ainsi, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB serait négative.

Concernant les envois de fonds, principale source de devises du pays, les transferts privés devraient maintenir leur dynamisme en liaison également avec le rythme de croissance des arrivées des touristes et de la diaspora. Il importe de rappeler que le circuit informel demeure la voie privilégiée de la diaspora (environ 56% du total des transferts d'argents). Cependant, le rythme de croissance de l'excédent des transferts ne serait pas suffisant pour compenser le déficit de la balance des paiements qui serait induit par un déficit commercial.

Enfin, au niveau des comptes monétaires, on devrait observer une consolidation des avoirs extérieurs nets (+1%), une légère hausse au niveau des créances nettes à l'Etat (+2%) et une forte hausse du financement bancaire à l'économie (+10%) et par voie de

conséquence une hausse de la masse monétaire (+5,1%). En effet, la consolidation des avoirs extérieurs nets devrait résulter du maintien du dynamisme au niveau des comptes extérieurs mais également l'évolution des créances nettes à l'Etat résulterait du maintien des dépenses de l'Etat dans l'exécution de son programme d'investissement. Le rythme de croissance du crédit à l'économie bénéficierait du dynamisme de l'économie et une amélioration du climat des affaires par rapport à 2017.

En effet, du côté financement bancaire, l'année 2019 sera marquée par la volonté de la Banque Centrale, avec l'appui des pouvoirs publics, d'assainir le système bancaire de ses créances douteuses, de réduire les risques bancaires par l'adoption des nouveaux systèmes de garantie, d'encourager les secteurs privés et bancaires à mobiliser des ressources de moyen et long terme au bénéfice du secteur productif. C'est ce qui est ressorti d'un séminaire de haut niveau regroupant le secteur bancaire, le secteur privé et la justice en présence des plus hautes autorités de l'Etat. L'objectif est de proposer des solutions à la problématique de créances douteuses et par la suite mettre en valeur le potentiel existant en mobilisant les ressources intérieures et extérieures capables de financer la transformation structurelle de l'économie comorienne vers une économie de croissance durable. Une redynamisation du secteur privé, par l'encouragement des nouveaux jeunes entrepreneurs dans le secteur productif, a été longuement discutée.